



Réponse de SFR à la consultation publique de l'ARCEP relative à la réorganisation des tranches de numéros commençant par 06 et 07

Consultation publique du 25 avril 2012 au 23 mai 2012

SFR remercie l'Autorité de lui offrir l'opportunité de présenter ses observations concernant le projet d'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue à 14 chiffres commençant par 0700.

SFR tient à saluer le travail d'analyse réalisé par l'Autorité sur le secteur du « Machine to Machine » et l'effort de compréhension des enjeux que présente ce marché et partage en grande partie les propositions formulées par l'Autorité.

SFR propose toutefois quelques modifications concernant la définition du Machine to Machine, estimant que le critère de l'intervention humaine (par la composition d'un numéro) n'est pas le plus pertinent et risque d'être rapidement dépassé.

Il convient à cet égard que l'Autorité veille à ce que les terminaux connectés ne fassent pas partie du champ de ce qui sera qualifié de « Machine to Machine », pour de nombreuses raisons que nous détaillons dans notre réponse.

Enfin, et surtout, nous estimons que l'Autorité devrait accorder un délai raisonnable et proportionné aux acteurs du « Machine to Machine », qui seront nombreux à être impactés, pour la mise en place des nouvelles tranches de numéros, et **demandons qu'un délai de quatre ans au minimum soit accordé au marché pour basculer sur ces nouvelles tranches à quatorze chiffres.**

Vous trouverez ci-dessous les observations de SFR.

Question n°1 : Avez-vous des remarques concernant la définition des communications M2M proposée dans le cadre de cette décision ?

Question n°2 : Avez-vous des remarques concernant la définition des terminaux connectés à l'internet proposée dans le cadre de cette décision ?

Si la traduction littérale de M2M est « machine à machine », ce segment de marché est mieux décrit par « télécommunications cellulaires permettant à des objets de communiquer à des fins fonctionnelles précises ».

Le terme « objet » est ici important : un objet a bien une vocation fonctionnelle précise.

-En effet, selon SFR, la spécificité du M2M réside dans le fait que l'équipement communique dans un **objectif fonctionnel prédéfini** ; le critère de l'existence d'une intervention humaine est secondaire.



-A titre d'exemple, un boîtier d'alarme ne communiquera que dans le but de transmettre une alarme que son déclenchement soit le fruit d'une intervention humaine ou pas.

-Un système télématique permet de renseigner un conducteur ou un gestionnaire de flottes de véhicules.

La distinction M2H /H2M qui est basée sur l'intervention humaine, n'est pas toujours évidente. En effet, dans le cadre du M2M, il peut y avoir intervention humaine par différents moyens :

-Une intervention humaine est possible sur un équipement M2M communicant (appuyer sur le bouton d'un boîtier).

-Une intervention humaine par l'intermédiaire d'un terminal mobile « classique » (donc, par définition, hors du périmètre M2M) est également possible pour communiquer avec un équipement M2M (envoyer un SMS depuis un terminal mobile pour l'armement d'un système d'alarme).

Ainsi une solution M2M peut recourir à une interaction humaine : indiquer un embouteillage, piloter son chauffage à distance, lever le doute sur une alerte, en accuser réception, etc.

Dans tous ces cas, il y a intervention humaine, et pourtant, nous restons bien dans le périmètre du M2M. C'est la raison pour laquelle, il nous semble qu'il n'est pas forcément pertinent de se baser sur le critère de l'intervention humaine.

-A contrario, l'usage d'un terminal mobile ou d'une carte 3G ou 4G (Internet mobile), n'est pas prédéfini.

C'est cela qui sépare les solutions M2M des **terminaux connectés**, tels les tablettes multimédia communicantes.

En effet, ces terminaux multimédia proposent un périmètre fonctionnel qui n'est pas bordé. Même naviguer sur Internet permet de communiquer n'importe quoi avec n'importe qui (par exemple à travers un « Webmél »).

De plus, le périmètre fonctionnel de ces terminaux peut évoluer sans aucune intervention de l'opérateur. Une tablette qui aujourd'hui ne permet pas l'envoi de SMS, pourrait très bien le permettre demain par décision du fabricant et mise à jour logicielle.

Puisque les terminaux connectés peuvent, du jour au lendemain, évoluer en termes fonctionnels, leur inclusion dans le projet nous semble extrêmement délicat, car générant de grandes complexités.

En effet, changer de numérotation, pour des acteurs qui commercialisent des solutions M2M, est envisageable.

En revanche, changer de numérotation, au fil de l'eau, pour des clients grand public (ou des gestionnaires de flottes en entreprises), n'est tout simplement pas envisageable du point de vue du client, sans compter les difficultés importantes d'ordre logistique que cela impliquerait pour l'ensemble des opérateurs (MNO et MVNOs) surtout lorsqu'ils ne disposent pas (ou peu) de points de vente.

Modification du plan national de numérotation :

Il nous semble ainsi, que la proposition de l'Autorité figurant en Annexe n°1 devrait être modifiée afin de ne pas poser le critère de l'intervention humaine (saisie du numéro) comme étant le moyen de déterminer si un service est éligible à un numéro à 10 chiffres ou pas.



Ainsi, le projet suivant :

« Conditions d'utilisation des numéros mobiles à 10 chiffres

Les numéros mobiles à 10 chiffres sont affectés à un accès mobile pour la fourniture de services de communications électroniques.

À compter du 1er juillet 2014, les numéros mobiles à 10 chiffres pour la métropole sont exclusivement affectés à un accès mobile pour la fourniture d'un service téléphonique au public, d'un service d'échange de SMS/MMS ou d'un service de radiomessagerie, qui nécessitent, pour établir la communication, la saisie du numéro affecté à ce service par une personne physique. »

Devrait, selon SFR, être amendé de la manière suivante :

Conditions d'utilisation des numéros mobiles à 10 chiffres

Les numéros mobiles à 10 chiffres sont affectés à un accès mobile pour la fourniture de services de communications électroniques.

À compter du 1er juillet 2014, les numéros mobiles à 10 chiffres pour la métropole sont exclusivement affectés à un accès mobile pour la fourniture de tout service de communications électroniques au public, n'ayant pas des fins fonctionnelles précises et prédéfinies.

Question n° 3 : Avez-vous des remarques concernant le délai pendant lequel il sera indispensable d'avoir un numéro de téléphone dans les réseaux mobiles ? Merci de justifier votre réponse.

SFR est en phase avec la position de l'Autorité sur cette question et estime que ce besoin perdurera pendant 10 à 15 ans minimum.

En effet, afin de basculer vers une autre solution d'adressage il serait nécessaire que tous les terminaux mobiles intègrent un protocole de signalisation tel que SIP, ce qui exige de très importantes modifications réseau.

A noter également que dans le cadre de certains projets (équipement de panneaux solaires par exemple), les terminaux déployés ont une durée de vie de plus de 15 ans.

Question n° 4 : Avez-vous des remarques concernant le choix de l'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole ?

Question n° 5 : Avez-vous des remarques concernant la proposition consistant à ne plus utiliser les numéros à 10 chiffres en métropole pour les applications de M2M ou de terminaux connectés ?

SFR est en phase avec la proposition de l'Autorité qui consiste en l'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole et salue la démarche de concertation mise en place par l'Autorité dans le cadre de ce projet.



La solution envisagée est en effet celle qui présente le moins d'inconvénients, du moment que son périmètre est bien encadré (pas d'inclusion des terminaux connectés avec attribution de plusieurs numéros de longueurs différentes au fil du temps).

Le M2M a bien besoin de numérotation publique, car les usages de type SMS sont très répandus et le seront encore à l'horizon 2020. La proposition consistant à ne plus utiliser les numéros à 10 chiffres en métropole pour les applications de M2M ou de terminaux connectés n'est absolument pas envisageable à moyen terme. (Cf notre réponse à la question n°3)

En outre, le fait qu'il puisse y avoir intervention humaine n'est pas problématique par rapport à la longueur du numéro, car pour une personne donnée il ne s'agit pas d'interagir, par exemple, avec 12 systèmes de commande de chauffage mais avec un seul, et souvent à travers une application (mobile ou informatique).

Question n° 6 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en oeuvre opérationnelles prévues?

SFR est en phase avec les volumes globaux présentés par l'Autorité pour le marché du M2M.

Néanmoins, un point n'est pas suffisamment souligné : de nombreux projets M2M sont d'une envergure à minima européenne (tel l'eCall automobile), et sont traités par des plates-formes M2M mutualisées n'utilisant pas nécessairement la numérotation nationale.

D'ailleurs, à date, aucun constructeur automobile européen n'a retenu, pour les projets eCall à venir, de solution M2M utilisant la numérotation nationale.

Si, à terme, le marché M2M devrait effectivement concerner entre 50 et 100M de lignes, ces lignes ne correspondent pas toutes à un besoin de numérotation nationale.

Dès lors :

- les délais ne sont pas aussi tendus que prétendu ;
- il reste de la place, et il en restera, pour que les terminaux connectés gardent une numérotation à dix chiffres.

Sur ce dernier point, il convient également de garder à l'esprit que de plus en plus de clients partagent la connexion de leur téléphone mobile avec leurs terminaux multimédia, et que si ces terminaux multimédia sont en croissance forte, ils n'ont pas pour autant explosé à la hauteur du M2M.

Les délais envisagés par l'Autorité, qui consistent en une mise en œuvre de cette solution à l'été 2014, **sont bien trop courts** et ce, pour plusieurs raisons.

-En premier lieu, de nombreux acteurs du M2M (ceux qui bâtissent les solutions) utilisent le numéro MSISDN pour identifier chaque équipement M2M déployé. Ces acteurs vont donc devoir faire évoluer leur système.

Si certains gros acteurs pourraient le faire sans trop de difficultés, les petits acteurs auront économiquement de grandes difficultés à le faire, en particulier si les délais sont serrés. En effet, plus les délais sont courts, plus les coûts sont élevés.



Les systèmes applicatifs ou de gestion des acteurs qui déploient ces solutions sont d'ailleurs souvent interconnectés de manière profonde avec le reste de leurs systèmes métiers d'entreprise.

-Par ailleurs, il est impératif que les projets décidés (ou lancés) avant la date de mise en vigueur puissent continuer à bénéficier de la numérotation actuelle, car, dans le cas contraire, il pourrait y avoir des problèmes économiques (modification a posteriori pour des projets de déploiement lent mais dont les budgets de développements sont maintenant clos) voire techniques (reconfiguration impossible d'un parc déployé pour plusieurs années).

Pour l'opérateur, le délai très court est problématique, car le coût de mise en œuvre est très fortement dépendant des délais impartis. Rappelons que le M2M est un marché de faible valeur unitaire, et de valeur totale modeste. Augmenter les coûts de mise en œuvre du fait des délais très courts impartis pourrait ainsi signifier un arrêt des activités M2M, devenues déficitaires, par certains opérateurs (tout comme par leurs clients, comme déjà indiqué).

Du point de vue macro, toute extension de longueur de la numérotation aura des impacts sur l'ensemble des référentiels de numérotation, des référentiels tarifaires et les SI de facturation.

Enfin, l'Autorité doit veiller, conformément aux dispositions de l'article L32-II du CPCE, à prendre « *dans des conditions objectives et transparentes, des mesures raisonnables et proportionnées aux objectifs poursuivis* ».

En l'espèce, instaurer une obligation, pour l'ensemble des acteurs de la chaîne du M2M, de mettre en place une numérotation élargie à 12 chiffres pour l'été 2014, ne semble pas constituer une mesure appropriée et proportionnée au regard des objectifs de régulation qui incombent à l'ARCEP.

-D'une part, parce qu'il n'y a aucune urgence avérée à mettre en place ce système pour l'été 2014 ;

-D'autre part, parce que ce délai très serré favorisera une minorité d'acteurs bénéficiant des ressources techniques et financières adéquates au détriment de la grande majorité des acteurs du M2M dont l'activité repose sur un équilibre financier précaire et qui auraient besoin de « lisser » leurs investissements sur une durée de 4 ou 5 ans.

Un délai trop court risquerait d'ailleurs de porter atteinte à l'équilibre concurrentiel du secteur pour deux raisons :

-D'une part, car un délai court favoriserait l'opérateur disposant de la plus grande surface financière et des moyens les plus importants, au détriment des autres.

-D'autre part, parce que cela favorisera des opérateurs qui auraient recours à des tranches de numérotation étrangères (pays européens n'ayant pas encore créé de nouvelles tranches) au détriment d'opérateurs n'ayant pas les moyens de le faire (opérateurs nationaux n'appartenant pas à un groupe détenant des opérateurs européens.)

Il résulte de ce qui précède que le délai de mise en œuvre doit impérativement être de 4 ans au minimum.